

## Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

### Moyen-Orient et Afrique du Nord

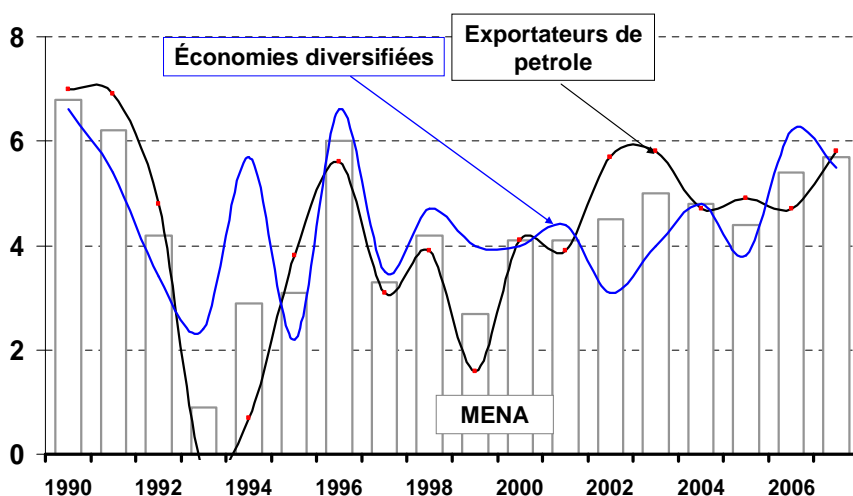
#### *Tendances récentes*

En 2007, l'activité des pays en développement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a été tirée par les pays exportateurs de pétrole et les économies diversifiées de la région, qui ont bénéficié d'un environnement extérieur globalement favorable durant la première moitié de l'année<sup>3</sup>. Il semble que la région ait résisté (jusqu'ici) aux retombées financières de la crise des prêts hypothécaires à risques des États-Unis et aux turbulences qui en ont résulté. Les spreads sur les obligations souveraines ont peu augmenté, et les marchés des fonds propres se sont redressés après avoir été initialement perturbés durant l'été 2007. La croissance du PIB a atteint son plus haut niveau en 12 ans, soit 5,7 % en 2007, contre 5,4 % en 2006, et les gains enregistrés par les pays exportateurs de pétrole ont fortement progressé, de 4,7 % en 2006 à 5,8 % en 2007. Cette évolution a compensé la décélération des économies diversifiées, qui après une solide performance de 6,2 % en 2006, ont vu leur croissance retomber à 5,5 % en 2007, cette baisse de régime étant entièrement imputable à la sécheresse qui a sévi au Maroc (figure A.11).

**Figure A.11**

### Figure A.11 Hausse du PIB

*PIB réel, variation en pourcentage*



Source : Banque mondiale.

<sup>3</sup> Aux fins de l'analyse présentée dans le Rapport sur le financement du développement dans le monde (*Global Development Finance*) 2008, les pays à faible revenu et ceux à revenu intermédiaire de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord au sens large sont répartis en plusieurs groupes. Le groupe formé par les pays en développement exportateurs de pétrole comprend l'Algérie, Oman, la République islamique d'Iran, la République du Yémen et la Syrie. L'ensemble constitué par la République arabe d'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie regroupe des économies plus diversifiées. En raison d'incertitudes et à défaut de données suffisantes, Djibouti, l'Irak et la Cisjordanie et Gaza ne sont pas inclus dans les pays à revenu intermédiaire de la région. Les pays à revenu élevé qui ne sont pas directement traités dans l'analyse, comprennent Bahreïn, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

## Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

Les progrès de la région sur le front de la croissance ont eu des retombées importantes en termes de création d'emplois, l'un des principaux enjeux du développement régional. La population active a augmenté de 3,4 % par an en moyenne dans la région entre 2002 et 2007, entraînant un véritable déferlement de main-d'œuvre sur le marché. Malgré l'accroissement du nombre de chercheurs d'emploi, le taux de chômage est tombé à 11 % en 2007, alors qu'il atteignait plus de 15 % en 2000. Ces nouveaux emplois sont créés le plus souvent dans le secteur privé, ce qui est d'une importance capitale pour une région où la création d'emplois destinés en particulier à une population de plus en plus éduquée devient l'aune à laquelle se mesure la performance économique.

L'excédent du solde courant régional s'est inscrit en léger retrait par rapport à l'année précédente, soit 69 milliards de dollars (9,1 % du PIB) en 2007 contre 79 milliards de dollars (11,7 % du PIB) en 2006. Les recettes ont été surtout alimentées par les exportations de marchandises, les envois de fonds des travailleurs expatriés et le tourisme. Les recettes d'exportation du pétrole ont progressé de 6,7 % pour atteindre 130 milliards de dollars, à la faveur de la hausse de 10,6 % des prix mondiaux moyens qui a porté le prix du baril à 71,10 dollars. Les difficultés de production en Algérie et en Iran, ainsi que les restrictions liées à l'imposition de quotas par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ont mis un frein à l'accroissement des exportations en termes de volume et de recettes. La vigoureuse demande en Europe, aux États-Unis (qui a signé récemment des accords de libre-échange avec plusieurs pays de la région) et dans les marchés émergents a dopé les exportations de marchandises des économies diversifiées qui ont enregistré une forte progression nominale de 20 %.

Les IED ont continué d'affluer vers les pays en développement de la région à un rythme rapide de 11 % et ont atteint le montant record de 30,5 milliards de dollars. En 2007, ces apports (en provenance essentiellement des pays membres du Conseil de coopération du Golfe [CCG]) ont contribué à soutenir la croissance et à fournir des capitaux à un plus grand nombre de pays. L'inflation s'est toutefois accélérée dans la plupart des pays de la région, en raison de l'envolée des prix des denrées alimentaires et des carburants, et continuera de poser un sérieux problème aux décideurs. Tout bien considéré, 2007 a été une année exceptionnelle du point de vue de la croissance, mais l'environnement extérieur et l'activité économique risquent de se dégrader dans le courant de 2008 (tableau A.10).

## Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

**Tableau A.10**

<b>Middle East and North Africa forecast summary</b>							
(annual percent change unless indicated otherwise)							
	91-00 <sup>1</sup>	2005	2006	Est. 2007	Forecast		
					2008	2009	2010
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	3.8	4.4	5.4	5.7	5.5	5.3	5.1
GDP per capita (units in USD)	1.6	2.7	3.6	3.8	3.7	3.5	3.4
PPP GDP <sup>3</sup>	4.7	4.4	5.5	5.9	5.5	5.3	5.0
Private consumption	3.8	3.7	4.9	4.6	5.0	6.8	5.5
Public consumption	4.3	7.4	4.8	6.9	7.4	4.4	5.2
Fixed investment	3.3	2.6	14.4	22.5	14.6	9.1	9.2
Exports, GNFS <sup>4</sup>	4.4	11.1	4.9	3.8	-0.3	4.5	6.0
Imports, GNFS <sup>4</sup>	1.6	9.5	6.5	14.1	6.6	8.8	8.8
Net exports, contribution to growth	0.7	0.3	-0.6	-3.5	-2.5	-1.9	-1.6
Current account bal/GDP (%)	-0.5	11.1	11.7	9.1	12.8	9.6	6.4
GDP deflator (median, LCU)	7.4	11.5	8.6	5.5	11.6	5.3	4.7
Fiscal balance/GDP (%)	3.5	3.7	2.5	-0.2	-1.2	-1.7	-1.8
<b>Memo items: GDP</b>							
MENA Geographic Region <sup>5</sup>	3.4	5.4	5.2	4.9	5.8	5.3	5.1
Resource poor- Labor abundant <sup>6</sup>	4.2	3.8	6.2	5.5	6.2	6.1	5.9
Resource rich- Labor abundant <sup>7</sup>	3.3	4.8	4.5	5.7	4.9	4.6	4.3
Resource rich- Labor importing <sup>8</sup>	3.0	7.0	4.9	4.0	6.3	5.3	5.0
Egypt	4.3	4.4	6.8	7.1	7.0	6.8	6.5
Iran	3.7	4.6	5.9	7.6	5.7	5.2	4.5
Algeria	1.7	5.1	1.8	3.0	3.5	3.5	4.0

Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.

2. GDP measured in constant 2000 U.S. dollars. 3. GDP measured at PPP exchange rates.

4. Exports and imports of goods and non-factor services.

5. Geographic region includes high-income countries: Bahrain, Kuwait and Saudi Arabia.

6. Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco and Tunisia.

7. Algeria, Iran, Syria and Yemen.

8. Bahrain, Kuwait, Oman and Saudi Arabia.

Source: World Bank

*Économies diversifiées.* Dans les économies diversifiées ou disposant de maigres ressources et d'une population active importante, la production n'a augmenté que de 5,5 % en 2007. Partout, sauf au Maroc, la croissance du PIB s'est poursuivie au même rythme qu'en 2006 ou s'est accélérée. Le taux d'inflation a continué de s'accroître pour ressortir à 6,7 % en 2007 contre 5,3 % en 2005. On constate la même tendance dans tous les pays, mais surtout en République arabe d'Égypte (9,9 %), où le phénomène est exacerbé par la flambée des prix des denrées alimentaires et des combustibles et par l'abondance de liquidités. La production industrielle des pays de ce groupe s'est redressée pour atteindre 4,6 % en 2007 en valeur pondérée du PIB. Les pays les plus performants à cet égard sont la Tunisie (10 %), le Maroc (5 %), l'Égypte (4 %) et la Jordanie (4 %). Les soldes budgétaires se sont relativement peu dégradés, avec un déficit de 6 % du PIB en 2007. La balance courante du groupe est légèrement déficitaire (7,5 milliards de dollars), et l'Égypte et le Maroc affichent un modeste excédent. En

## Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

dehors des pays du CCG, le groupe des économies diversifiées est celui qui a attiré le plus d'IED et enregistré des apports représentant 10,5 % du PIB en 2007, soit en léger recul par rapport au taux de 10,9 % obtenu en 2006.

Les gains de production dans les pays de ce groupe ont été tirés par le dynamisme de la demande intérieure, en particulier de l'investissement. Le PIB a enregistré une expansion de 5,5 % en 2007, la croissance de 8,6 points engendrée par l'absorption des investissements ayant été amputée de 3,1 points au titre des exportations nettes. Les exportations ont fortement progressé en volume durant l'année écoulée (12,6 %), mais l'accroissement des importations a été plus rapide encore (17 %). En Égypte, le PIB a fait un bond de 7,1 % en 2007 ; dans ce pays à la croissance diversifiée, le secteur manufacturier non pétrolier et le commerce de détail sont à l'origine de la moitié des gains de production. Les réformes mises en œuvre au Maroc et en Tunisie, ainsi qu'en Égypte, contribuent à améliorer le cadre d'activité des entreprises et à accroître la compétitivité du secteur des exportations. L'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont signé un accord de libre-échange (l'accord d'Agadir) pour faciliter le commerce au sein de la région. L'année 2007 a également fait date pour plusieurs pays du groupe des économies diversifiées dans le secteur financier. S'agissant du risque de défaillance de l'émetteur, l'agence Fitch a relevé la note attribuée à l'Égypte, ouvrant ainsi des perspectives positives au pays. Le Maroc a pour sa part vu s'améliorer la cote de ses obligations souveraines, désormais considérées comme des titres de première qualité. L'État marocain a ainsi pu lever rapidement 500 millions d'euros (685 millions de dollars) moyennant un spread de seulement 55 points de base par rapport à des titres européens comparables.

*Pays en développement exportateurs de pétrole.* Les pays de la région dotés de ressources naturelles (y compris les exportateurs à revenu élevé) ont globalement réduit leur production de 4,3 % en 2007, en raison de contraintes de capacité ou d'une politique de gestion du pétrole brut visant à maintenir la production dans les limites des quotas fixés par l'OPEP. Ces réductions de production ont été plus ou moins importantes selon les pays : 11,7 % en République du Yémen, 8,4 % au Koweït, 4,9 % en Arabie Saoudite et 0,7 % en Algérie. Elles ont été lourdes de conséquences pour la croissance, de par leur impact sur les recettes et les dépenses publiques, et sur la gestion et l'affectation des excédents budgétaires.

La croissance des pays exportateurs de pétrole en développement—économies dotées de ressources naturelles et à la main-d'œuvre abondante—est passée de 4,7 % en 2006 à 5,8 % en 2007. En Algérie, où l'expansion a été tempérée par la diminution de la production d'hydrocarbures, le PIB n'a augmenté que de 1,8 % en 2006 et de 3 % en 2007. Après avoir affiché une progression spectaculaire de 40 % en 2004, la production de pétrole et de gaz s'est inscrite en repli en 2007, mais en dehors du secteur des hydrocarbures, l'activité s'est nettement accélérée (6 %) en 2007. Le démarrage d'un grand projet d'investissement public, qui devrait donner lieu à des dépenses de plus de 22 milliards de dollars au cours des prochaines années dans les secteurs du logement, du transport et de l'agriculture, a été retardé. Cette initiative stimule d'ores et déjà la création d'emplois dans le bâtiment et les secteurs connexes et soutient vigoureusement les dépenses des ménages. En République islamique d'Iran, où la croissance est passée de 5,9 % en 2006 à 7,6 % en 2007, l'activité a été surtout impulsée par le fort accroissement des dépenses publiques durant 2006 et 2007, comme en témoigne l'évolution du solde budgétaire, qui était positif en 2005 et déficitaire (11,9 % du PIB) à la fin de 2007.

Les exportations de marchandises de la région ont totalisé 285 milliards de dollars en 2007, dont 130 milliards de dollars au titre de produits pétroliers et connexes. Cela représente un

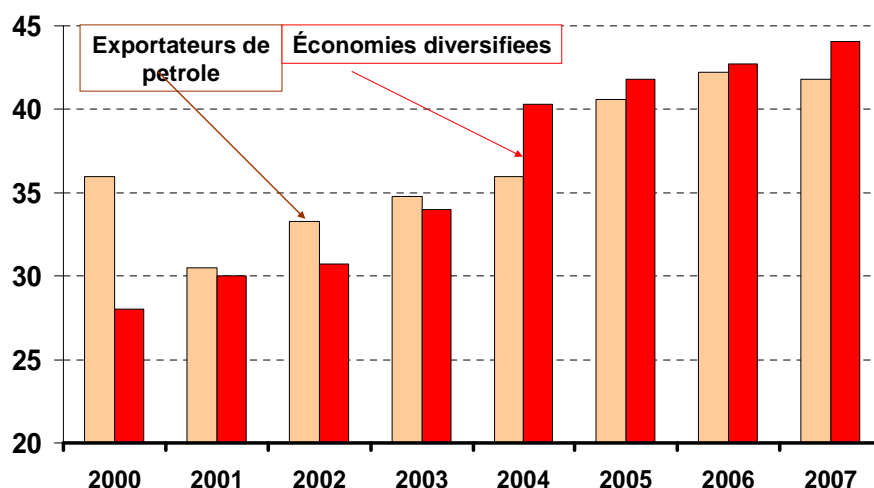
## Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

gain de 2,6 % par rapport à 2006, les exportations de pétrole augmentant de 6,7 % et les exportations de produits non pétroliers enregistrant une progression rapide de 15 %. L'accroissement des recettes d'exportation durant l'année écoulée est entièrement attribuable au renchérissement des prix du pétrole, la reprise des exportations de biens manufacturés expliquant quant à elle les gains enregistrés par le groupe diversifié. Si l'on ajoute aux exportations de marchandises les exportations de services (essentiellement au titre du tourisme, soit 20 milliards de dollars) et les envois de fonds des travailleurs à l'étranger (29 milliards de dollars), les recettes courantes, en proportion du PIB, ont augmenté pour atteindre le niveau sans précédent de 45,1 % pour les économies diversifiées en 2007, contre 28 % en 2000 (figure A.12). En revanche, les recettes des pays exportateurs de pétrole rapportées au PIB ont diminué, en raison des réductions et d'autres difficultés de production.

Figure A.12

### Figure A.12 Recettes courantes en part du PIB, 2000-2007

*Exportateurs de pétrole et économies diversifiées, pourcentage*



Source : Banque mondiale, FMI et organismes nationaux.

L'Égypte et le Maroc sont les pays qui ont vu leurs recettes touristiques croître le plus rapidement ces dernières années, en partie grâce aux investissements de plus en plus nombreux qui sont mis en place pour améliorer les infrastructures touristiques (dont beaucoup sont liés aux IED en provenance des pays du Golfe) et à la faveur du raffermissement de la conjoncture en Europe. Les efforts déployés par l'Égypte pour diversifier sa base touristique en attirant les résidents des pays du CCG et des nouveaux marchés d'Europe centrale et de l'ex-Union soviétique ont été extrêmement payants. Durant l'exercice 07, le nombre de touristes se rendant en Égypte a augmenté de 12,6 %, et les recettes, de 14 %, pour atteindre 8,2 milliards de dollars (6,5 % du PIB). Au Maroc, les recettes du tourisme ont progressé de 22 % en 2007 pour représenter 7,2 milliards de dollars (près de 10 % du PIB).

Les entrées brutes d'envois de fonds de l'étranger dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont augmenté de 9 % en 2007 pour atteindre 28,5 milliards de dollars. Cette

## Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

augmentation fait suite à l'accroissement de 11 % enregistré en 2006. Le Maroc a confirmé sa position de leader dans ce domaine, en affichant une hausse de 25 % de ces apports, lesquels ont totalisé 6,7 milliards de dollars en 2007, qui s'explique en partie par la poursuite du raffermissement de la conjoncture dans la zone euro. L'Égypte arrive en deuxième position, avec un total de 6,3 milliards de dollars en 2007, soit une augmentation de 25 % également par rapport aux résultats enregistrés en 2006.

*Flux de capitaux.* Les flux nets générateurs de dette vers la région, qui étaient négatifs en 2006, ont rebondi pour atteindre 8,4 milliards de dollars en 2007. Les flux bancaires et obligataires à destination de la région ont augmenté, les prêts bancaires progressant fortement en 2007 pour totaliser 5,4 milliards de dollars, contre moins 0,9 milliard de dollars en 2006. Les apports nets de fonds propres (IED et investissements de portefeuille) se sont nettement accélérés durant l'année écoulée pour représenter 32,6 milliards de dollars, soit une hausse de 10,5 % dans la foulée des gains importants enregistrés en 2006. Les flux d'IED vers la région se sont intensifiés pour atteindre 31 milliards de dollars en 2007, contre 27 millions de dollars durant l'exercice précédent. Si les investissements liés à l'exploitation des ressources naturelles augmentent dans la région, en particulier en Algérie, les investissements dans d'autres secteurs, notamment bancaire, manufacturier, immobilier, touristique et des transports, progressent également. Outre les pays européens, les pays du Golfe et quelques économies asiatiques en développement (Chine, Inde et Malaisie) figurent parmi les principaux investisseurs dans la région. L'Égypte, qui continue d'être la destination privilégiée des flux d'IED vers la région, a attiré 7,5 milliards de dollars en 2007, essentiellement dans le secteur pétrolier, mais aussi dans les industries manufacturières, l'immobilier et le tourisme. Ce montant reste cependant inférieur aux 10 milliards de dollars reçus par l'Égypte en 2007 au titre d'IED destinés à financer des investissements liés à la mise en valeur des ressources naturelles et à la privatisation du secteur bancaire (tableau A.11).

**Tableau A.11**

Appports nets de capitaux à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord									
USD milliards	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007P
Soldes courants	3.1	22.4	12.1	8.1	23.7	37.5	56.1	67.3	63.2
<i>en % du PIB</i>	0.8	5.8	3.0	2.0	5.4	7.4	9.6	9.6	8.2
Flux nets de capitaux	3.5	5.1	4.2	4.4	8.4	8.0	17.0	29.5	32.6
..Appports nets d IDE	2.8	4.8	4.2	4.9	8.2	7.1	14.4	27.5	30.5
..Appports nets d investissements de portefeuille	0.7	0.2	0.0	-0.6	0.2	0.9	2.6	2.0	2.1
Flux nets générateurs de dette	-3.0	-3.8	-0.3	1.3	0.3	4.0	-1.1	-12.5	8.4
..Créanciers officiels	-2.5	-2.7	-1.1	-2.5	-2.4	-4.0	-3.7	-11.6	1.3
....Banque mondiale	0.2	-0.3	-0.1	-0.3	-0.3	-0.6	0.0	-0.8	1.0
....FMI	0.0	-0.2	-0.1	-0.3	-0.6	-0.5	-0.7	-0.2	-0.1
....Autres créanciers officiels	-2.8	-2.2	-0.9	-1.9	-1.6	-2.9	-3.0	-10.6	0.4
..Créanciers privés	-0.5	-1.1	0.8	3.8	2.8	8.0	2.6	-0.9	7.1
....Flux nets à moyen et long terme	-1.5	0.8	3.8	4.5	0.2	2.6	2.5	-1.5	6.2
.....Obligations	1.4	1.2	4.4	5.0	0.7	3.3	2.3	0.6	2.7
.....Banques	-1.8	0.2	-0.4	-0.5	-1.2	-0.6	1.2	-0.9	5.4
.....Autres créanciers privés	-1.1	-0.6	-0.2	0.0	0.7	-0.1	-1.0	-1.2	-1.9
....Flux nets à court terme	1.0	-1.9	-3.0	-0.7	2.5	5.4	0.1	0.6	0.9
Erreurs et omissions a	-4.7	-18.8	-6.6	-1.8	-10.5	-35.2	-50.8	-47.3	-60.8
Variation des réserves (- = augmentation)	1.2	-4.8	-9.5	-12.0	-22.0	-14.3	-21.3	-37.0	-43.4
Pour Mémoire:									
Envois de fonds des travailleurs	11.8	12.1	14.3	14.9	19.9	22.6	23.6	26.1	28.5

## Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

### *Perspectives à moyen terme*

Plusieurs facteurs devraient influencer sur la trajectoire de croissance des économies en développement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. En ce qui concerne l'environnement extérieur, la demande émanant principalement des États-Unis, mais aussi de l'Europe et du Japon, devrait accuser un net fléchissement en 2008. Parallèlement à cette évolution, l'escalade des prix mondiaux du pétrole devrait se poursuivre, et l'on s'attend à ce que le prix du baril atteigne 108 dollars en moyenne en 2008 avant de retomber à 99 dollars d'ici 2010, un niveau qui reste élevé. Le phénomène s'explique par la forte demande des marchés émergents, l'insuffisance de l'offre des pays non membres de l'OPEP, et les restrictions imposées par l'OPEP elle-même. L'activité dans la région devrait se ralentir progressivement, en passant de 5,7 % en 2007 à 5,1 % d'ici 2010, à mesure que diminuent la production d'hydrocarbures et les gains de production enregistrés dans les secteurs non pétroliers par les pays exportateurs de pétrole, en particulier la République islamique d'Iran. Dans le même temps, les recettes tirées des exportations de pétrole s'accroîtront par suite du renchérissement des prix mondiaux, portant le solde de la balance courante des pays principalement exportateurs de pétrole à 132 milliards de dollars en 2008, contre 77 milliards de dollars en 2007. La part des recettes pétrolières dans le PIB augmenterait ainsi fortement, de 15,6 % à 21,3 %, avant de retomber à 10,5 % d'ici 2010.

Le PIB de la République islamique d'Iran qui avait fortement augmenté (7,6 %) en 2007, devrait croître plus lentement au rythme de 5,7 % en 2008, puis de 4,5 % d'ici 2010, malgré le maintien à un niveau élevé des dépenses publiques. Ce surcroît de dépenses se traduira essentiellement par un accroissement exceptionnellement rapide des importations, et non par un accroissement de la production intérieure, tandis que les volumes d'exportation devraient peu progresser. La poursuite des travaux destinés à accroître la production d'hydrocarbures en Algérie, grâce à la mise en œuvre du plan gouvernemental en faveur des infrastructures, devrait soutenir l'investissement et la consommation et replacer le PIB sur une trajectoire de croissance de l'ordre de 4 % (tableau A.12).

En ce qui concerne le groupe diversifié, le rebond de croissance de 5,5 % observé au Maroc, durement frappé par la sécheresse, et celui de 3,5 % enregistré au Liban, sont essentiels pour les perspectives qui se dessinent en 2008 ; ils pourraient en effet compenser le léger ralentissement observé dans les autres pays du groupe par suite du durcissement des conditions de l'environnement extérieur—et donner un coup de fouet à la croissance, qui s'établirait à 6,2 % cette année. Après 2008, la croissance du PIB devrait être de l'ordre de 6 % en moyenne ; la croissance tirée par les investissements apparaît en effet comme de plus en plus solide en Égypte, et l'activité dans ce pays devrait continuer de se situer dans une fourchette de 6,5 à 7 % au cours des prochaines années. En Jordanie et en Tunisie, où l'activité est tirée par les exportations de services et, de plus en plus, par les investissements et le secteur de la construction financés par les IED, la croissance approchera vraisemblablement aussi 6 %. Il semblerait également que des perspectives de croissance plus solide se dessinent au Liban, à mesure que la situation économique s'améliore.

## Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

**Tableau A.12**

Middle East and North Africa Country forecasts (annual percent change unless indicated otherwise)	91-00 <sup>1</sup>	2005	2006	Est.	Forecast		
				2007	2008	2009	2010
<b>Algeria</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	1.7	5.1	1.8	3.0	3.5	3.5	4.0
Current account bal/GDP (%)	3.2	20.4	23.1	19.4	25.7	22.0	18.1
<b>Egypt, Arab Rep.</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	4.3	4.4	6.8	7.1	7.0	6.8	6.5
Current account bal/GDP (%)	0.9	2.3	2.6	-0.3	0.6	1.3	1.5
<b>Iran, Islamic Rep.</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	3.7	4.6	5.9	7.6	5.7	5.2	4.5
Current account bal/GDP (%)	1.2	19.8	19.5	19.7	25.1	17.7	10.5
<b>Jordan</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	5.1	7.1	6.3	6.3	5.8	6.0	6.0
Current account bal/GDP (%)	-4.3	-18.2	14.7	-19.5	-30.2	-24.4	-18.9
<b>Lebanon</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	7.2	1.0	0.0	1.0	3.5	4.5	5.0
Current account bal/GDP (%)	-	-12.2	-5.5	-5.2	-11.4	-10.5	-9.0
<b>Morocco</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	2.2	2.4	8.0	2.3	5.5	4.5	4.5
Current account bal/GDP (%)	-1.4	2.0	3.1	-3.2	-8.5	-5.6	-2.5
<b>Oman</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	4.6	5.6	7.0	6.9	5.0	4.8	5.0
Current account bal/GDP (%)	-3.7	13.9	12.1	3.7	11.7	9.5	6.2
<b>Syrian Arab Republic</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	5.1	4.5	5.1	3.9	4.0	4.8	4.6
Current account bal/GDP (%)	1.0	1.0	2.7	-0.7	3.0	1.1	-0.9
<b>Tunisia</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	4.7	4.0	5.3	6.3	5.8	6.2	6.0
Current account bal/GDP (%)	-4.3	-1.1	-2.1	-2.0	-3.4	-1.5	0.3
<b>Yemen, Rep.</b>							
GDP at market prices (2000 USD) <sup>2</sup>	5.5	5.6	3.2	3.1	4.2	4.0	4.0
Current account bal/GDP (%)	-4.3	3.7	1.0	-5.1	-2.7	-3.9	-5.4

Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.

2. GDP measured in constant 2000 U.S. dollars.

3. Growth and Current Account figures presented here are World Bank projections and may differ from targets contained in other Bank documents.

4. Djibouti, Iraq, Libya, West Bank and Gaza are not forecast owing to data limitations.

Source: World Bank

### *Risques et incertitudes*

La hausse des prix alimentaires est de plus en plus un facteur de vulnérabilité et de risque pour la région, en particulier là où les filets de protection sont mal ciblés. La flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires a révélé à quel point les prix étaient subventionnés sur les marchés intérieurs de la région, ce qui fait peser une menace particulière sur la situation budgétaire des pays dépourvus de ressources naturelles.

Face à la crise alimentaire, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord est



## **Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales**

particulièrement vulnérable en raison de la pauvreté qui sévit dans la région. À l'échelon régional, les taux de pauvreté sont faibles, puisque seulement 1,5 % de la population dispose de moins de un dollar par jour (Banque mondiale 2007) pour vivre. On observe néanmoins d'énormes disparités d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays. Tandis que certains des pays exportateurs de pétrole du CCG ne comptent pratiquement pas de pauvres, en République du Yémen, plus du tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. À l'échelon national, on observe d'importantes poches de pauvreté, le plus souvent dans les zones rurales. En outre, le risque de basculer dans la pauvreté est très élevé dans la région, un grand nombre d'habitants vivant à peine au-dessus du seuil de pauvreté. Ainsi, 3 % seulement des Égyptiens ont moins de un dollar par jour pour vivre, mais quelque 43 % disposent de moins de deux dollars par jour pour subsister ; en République du Yémen, 10 % de la population survit avec moins de un dollar par jour, mais 45 % ont moins de deux dollars par jour pour subsister. À l'échelle de la région, la proportion de la population disposant de moins de un dollar par jour pour vivre est inférieure à 2 %, et la proportion de ceux qui subsistent avec moins de deux dollars par jour est de quelque 20 %. Compte tenu de la part importante de la population proche du seuil de pauvreté, la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires pose un risque sérieux d'appauvrissement généralisé dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Les marchés des biens manufacturés et des services pourraient accuser un ralentissement plus marqué, du fait de la propagation des difficultés financières auxquelles sont déjà confrontés les États-Unis et la zone euro. En outre, dans l'hypothèse d'une forte contraction du crédit, la conjoncture se ralentirait dans tous les pays développés ainsi que dans les pays en développement, et la demande de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés pourrait chuter brutalement, entraînant un effondrement des prix qui aurait des répercussions sur les revenus et la croissance.

La gestion des gains exceptionnels qu'ils ont engrangés continue de poser problème aux pays exportateurs de pétrole de la région. Et comme les prix du pétrole devraient se maintenir à des niveaux très élevés jusqu'en 2010, la principale menace réside dans le risque de surchauffe de la demande intérieure et les effets inflationnistes que cela pourrait avoir. Priorité devrait être accordée à l'emploi judicieux des fonds de stabilisation pétroliers pour contrer de telles évolutions et préserver une marge de croissance future, et il convient de se montrer prudent dans l'affectation des fonds excédentaires à différentes classes d'actifs. En outre, les efforts de réforme déployés par les pays pourraient être compromis par un contexte de liquidités abondantes et de croissance vigoureuse. En revanche, si les prix du pétrole revenaient soudainement sur une trajectoire de baisse durable, les économies pourraient avoir du mal à s'adapter durant la période de transition.

### **Références**

- Banque mondiale. 2007. *World Development Indicators*. Washington, Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2008. *East Asia: Testing Times Ahead. East Asia and Pacific regional update*, Banque mondiale, Washington. Disponible à partir du site : [resources.worldbank.org/.../Resources/550192-1207007015255/EAPUpdate\\_Apr08\\_fullreport.pdf](http://resources.worldbank.org/.../Resources/550192-1207007015255/EAPUpdate_Apr08_fullreport.pdf).